

**Projet de Renforcement des Capacités dans le
Secteur Minier (PRECASEM)**

CREDIT IDA N°5024 – CM

**Audit financier et comptable au titre de l'exercice clos
au 31 décembre 2017**

Mai 2018

**Projet de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier
(PRECASEM
Yaoundé - Cameroun**

***Ce rapport contient 04 pages
Les annexes comprennent 27 pages***



KPMG Afrique Centrale

Immeuble Victoria, 1,2,3^e étage
316, Rue Victoria, Bonanjo-Douala
B.P. : 5563 Douala-Cameroun

Téléphone : + (237) 2 33 43 23 06 / 679 52 46 34
Télécopie : + (237) 2 33 43 96 85

Projet de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier (PRECASEM)

Yaoundé - Cameroun

Rapport d'audit financier et comptable du PRECASEM Crédit IDA N° 5024-CM

Exercice clos le 31 décembre 2017

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Projet de Renforcement dans le Secteur Minier (PRECASEM), nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017 sur :

- l'audit financier et comptable du Projet de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier (Crédit IDA N°5024 – CM)
- les vérifications spécifiques prévues par les Termes de Référence (TDR).

I. AUDIT DES ANNUEL FINANCIER COMPTABLE

Opinion sur les états financiers avec réserve

Nous avons effectué l'audit financier et comptable du Projet de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier (PRECASEM), comprenant : Un Etat des Ressources et des Emplois (Tableau Emplois-Ressources) ; Une Situation Patrimoniale (Bilan) ainsi que les Notes sur les Etats Financiers au 31 décembre 2017 et Un état des transactions du Compte Désigné.

A notre avis, à l'exception des incidences des points décrits dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» de notre rapport, les comptes annuels sont, dans tous les aspects significatifs, réguliers et sincères et donnent une image fidèle à tous égards importants, de la situation financière du Projet de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier (PRECASEM) au titre de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte Uniforme de l'OHADA.



Fondement de l'opinion avec réserve

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants du Projet de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier (PRECASEM) conformément au Code d'éthique et de déontologie des experts comptables du Cameroun et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves sur les points ci-après :

Incertitude sur la mobilisation des financements de l'Etat

La dotation des fonds de Contrepartie Etat pour le compte de l'exercice 2013 n'a toujours pas été virée par le Trésor Public et aucune créance, ni subvention à recevoir de l'Etat n'a été constituée à cet effet.

Au regard de l'antériorité de cette dotation et en l'absence d'un bon d'engagement dûment émis et validé, ces crédits budgétaires sont réputés annulés en vertu de la Loi du 26 décembre 2007 portant régime financier de l'Etat (art.57 al.1).

Dépenses non justifiées

Les fonds en régie d'avance ont été mouvementés à hauteur de FCFA 2 millions sur l'exercice. Cependant ils ne font toujours l'objet ni d'un procès-verbal d'inventaire physique, ni d'une réconciliation pour leur reliquat qui se chiffre en fin de période à FCFA 16 millions.

Tant que ces fonds demeureront sous l'emprise exclusive du Régisseur du Compte de Dépôts sans que leur réalité dans les livres du Projet ne puisse être raisonnablement établie, leur apurement fera l'objet d'une mention dans notre opinion.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants relevés lors du précédent exercice :

- la note 6 « Immobilisations incorporelles » qui expose les implications de la dispense accordée au Projet, sur les droits de douane sur les logiciels GEOSOFT fournis à l'occasion du contrat de supervision du survol additionnel des zones de Bamenda et de Maroua.
- les notes 8.1 « Fournisseurs, Avances et Acomptes » et 8.4 « Autres Débiteurs » qui expose la forte antériorité de certaines avances fournisseur et membre de comité de suivi des activités.
- les notes 4.3 « Dettes fiscales » et 13 « Etat et Collectivités publiques » qui exposent la procédure d'apurement des retenues à la source de TVA sur les achats de biens et services directement liés à l'exécution du Projet et de règlement subséquent des prélèvements d'impôts.

POINTS CLES DE L'AUDIT

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points. Outre les points décrits dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve», nous n'avons pas identifié d'autres questions constituant des points clés de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Responsabilités de l'Unité de Coordination du Projet relatives aux Etats Financiers annuels

Les états financiers annuels ont été préparés par l'Unité de Coordination du Projet.

L'Unité de Gestion du PRECASEM est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit annuel des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

II. AUTRES VERIFICATIONS PREVUES PAR LES TERMES DE REFERENCE (TDR)

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques énumérées au paragraphe : « Etendue de la mission » des Termes de Référence.

A l'exception des conséquences éventuelles des insuffisances relevées dans notre rapport sur le contrôle interne (Lettre de Contrôle Interne), nous n'avons pas d'information à formuler sur les autres contrôles demandés par les Termes de Référence.

Nous avons préparé un rapport séparé de nos recommandations sur les faiblesses relevées au terme de notre évaluation du système de contrôle interne que nous vous avons adressé.

Telles sont, Mesdames et Messieurs, les informations que nous avons jugées utiles de vous communiquer dans le cadre de ce rapport.

Douala (Cameroun), le 23 mai 2018

KPMG Afrique Centrale
Agréée CEMAC sous N° SEC 33



René Libong
Associé

SOMMAIRE	Pages
I. ETATS FINANCIERS	6
II. NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS	10
II.1. Informations complémentaires sur le Tableau Emplois – Ressources	15
II.2. Informations complémentaires sur le Bilan - Actif	20
II.3. Informations complémentaires sur le Bilan - Passif.....	25
III. ANNEXES	28

I. ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DAN LE SECTEUR MINIER (PRECASEM)

TABLEAU EMPLOIS - RESSOURCES

Année finissant au 31/12/2017

Libellés	Notes	Année 2017	Année 2016	Variation
TRESORERIE A L'OUVERTURE (1)	1	440 263 561	468 831 587	-28 568 026
<u>RESSOURCES</u>				
Financement IDA CREDIT DRFs	2.1	892 264 941	772 181 078	120 083 863
Financement IDA CREDIT DPD	2.2	627 007 038	892 906 642	-265 899 604
Contribution ETAT Cameroun	2.3	60 000 000	121 000 000	-61 000 000
TOTAL RESSOURCES (2)	2	1 579 271 979	1 786 087 720	-206 815 741
<u>EMPLOIS</u>				
Composante A : Accès aux ressources minérales & Gouvernance	3.1	2 848 677 745	145 096 749	2 703 580 996
Composante B : Intégration, Exploitation minière & Dvpt local	3.2	113 511 789	66 669 380	46 842 409
Composante C : Gestion et Suivi évaluation du Projet	3.3	408 345 785	348 526 723	59 819 062
TOTAL EMPLOIS (3)	3	3 370 535 319	560 292 852	2 810 242 467
EXCEDENT BRUT DE TRESORERIE (4) = (1) + [(2) - (3)]		-1 350 999 779	1 694 626 455	-3 045 626 234
<u>ENGAGEMENTS</u>				
Dettes d'Exploitation	4.1	20 316 578	3 897 423	16 419 155
Fournisseurs Factures Non Parvenues	4.2	1 287 084 912		
Dettes Sociales		911 189	0	911 189
Dettes Fiscales	4.3	248 196 119	-175 335 949	423 532 068
Fournisseur Acomptes & Avances versés	4.4	261 309 236	-1 105 687 781	1 366 997 017
Autres Créances	4.5	6 199 129	22 763 413	-16 564 284
TOTAL ENGAGEMENTS (5)	4	1 824 017 163	-1 254 362 894	3 078 380 057
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE (5) + (4)		473 017 384	440 263 561	32 753 823

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LE SECTEUR MINIER (PRECASEM)

BILAN - ACTIF (1/2)

Bilan arrêté au 31/12/2017

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
CHARGES IMMOBILISEES	5	11 078 939 286	7 881 062 119	3 197 877 167
Achats Fournitures Diverses	5.1	238 940 392	183 832 113	55 108 279
Achats Services Extérieurs	5.2	849 618 737	637 680 630	211 938 107
Séminaires Ateliers Formations	5.3	947 297 318	834 531 383	112 765 935
Charges de Personnel	5.4	997 866 063	851 531 913	146 334 150
Consultants Externes	5.5	8 006 790 818	5 347 300 790	2 659 490 028
Missions et Déplacements	5.6	38 425 958	26 185 290	12 240 668
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6	172 657 407	89 469 179	83 188 228
Logiciels		172 657 407	89 469 179	83 188 228
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7	536 552 232	447 082 308	89 469 924
Matériel de Bureau	7.1	40 270 331	32 078 939	8 191 392
Matériel Informatique	7.2	117 379 285	41 542 369	75 836 916
Splits et Climatisations		10 203 755	10 203 755	0
Matériel de Télécommunications	7.3	3 459 753	2 224 013	1 235 740
Mobilier de Bureau	7.4	45 931 412	41 725 536	4 205 876
Matériel Automobile		295 750 000	295 750 000	0
Autres Matériels Roulants		23 557 696	23 557 696	0
Avances & Acomptes sur Immobilisations				0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		5 147 232	5 147 232	0
Dépôts & Cautionnements		5 147 232	5 147 232	0
STOCKS MATIERES & FOURNITURES				0
Stocks Matières & Fournitures				0
Stocks Carburant & Lubrifiants				0
CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	8	991 480 783	1 198 989 148	-207 508 365
Fournisseurs Avances & Acomptes Versés	8.1	897 574 352	1 158 883 588	-261 309 236
Fournisseurs Débiteurs	8.2	29 098 444	27 813 123	1 285 321
Etat, Contribution à Recevoir	8.3	60 000 000		60 000 000
Autres Débiteurs Divers	8.4	4 807 987	12 292 437	-7 484 450
TRESORERIE	9	473 017 384	440 263 561	32 753 823
Compte Désigne IDA PPF				0
Compte Désigné Projet	9.1	414 352 319	335 489 183	78 863 136
Compte Contrepartie CAA	9.2	42 552 700	85 678 561	-43 125 861
Régie d'avance Trésor	9.3	16 046 008	18 867 508	-2 821 500
Caisse FCP	9.4	66 357	228 309	-161 952
TOTAL ACTIF		13 257 794 324	10 062 013 547	3 195 780 777

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DAN LE SECTEUR MINIER (PRECASEM)

BILAN - PASSIF (2/2)

Bilan arrêté au 31/12/2017

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
FONDS DE DOTATION	10	500 000 000	500 000 000	0
Dotation Initiale, PPF	10.1	75 000 000	75 000 000	0
Dotation Initiale, Crédit IDA N° 5024-CM	10.2	425 000 000	425 000 000	0
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11	9 767 922 547	8 128 650 568	1 639 271 979
PPF Fonds reçus		220 543 375	220 543 375	0
Crédit IDA, Fonds reçus	11.1	4 850 653 673	3 958 388 732	892 264 941
IDA, Paiements Directs	11.2	4 005 725 499	3 378 718 461	627 007 038
Contribution Numéraire Etat	11.3	631 000 000	571 000 000	60 000 000
Contribution attendue Etat		60 000 000		60 000 000
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION	12	1 433 089 406	128 263 135	1 304 826 271
Fournisseurs, Dettes en Compte	12.1	146 004 494	127 168 701	18 835 793
Fournisseurs, Factures Non Parvenues		1 287 084 912	1 094 434	1 285 990 478
DETTES SOCIALES		983 189	72 000	911 189
Rémunérations dues au Personnel		983 189	72 000	911 189
CNPS				0
Provision pour Congés à payer				0
ETAT & COLLECTIVITES PUBLIQUES	13	1 555 799 182	1 305 027 844	250 771 338
Impôts et Taxes		1 552 604 149	1 304 408 030	248 196 119
Autres Crédoeurs Divers		3 195 033	619 814	2 575 219
TOTAL PASSIF		13 257 794 324	10 062 013 547	3 195 780 777

II. NOTES ET COMMENTAIRES AUX ETATS FINANCIERS

A. INFORMATIONS GENERALES

I. Activité du projet

Le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Minier (PRECASEM) s'inscrit pleinement dans le premier pilier de la Stratégie d'aide-pays (CAS) en visant les réformes et le renforcement des capacités des investissements structurants dans le secteur minier au Cameroun. Il devrait contribuer à la réalisation des objectifs gouvernementaux spécifiques suivants : (i) améliorer la communication sur les ressources du secteur minier ; (ii) renforcer les structures de supervision du gouvernement ; (iii) améliorer la transparence dans la gestion des recettes minières au niveau national et local ; (iv) veiller à une répartition durable des recettes minières au niveau central et décentralisé ; (v) intégrer les activités minières dans le développement économique local et régional.

L'Unité de Coordination du Projet est :

PRECASEM

Rue Charles BINDZI

Quartier Mballa II, Rue Dragages

BP 35491

Yaoundé, République du Cameroun

L'Accord de financement IDA N° 5024-CM a été signé entre le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et la Banque Mondiale le 28 juin 2012 pour un coût total du Projet de USD 30 millions (soit FCFA 15 milliards à USD 1 = FCFA 500). La durée d'exécution prévue à la date d'entrée en vigueur soit le 25 septembre 2012 était de cinq (05) ans soit de 2012 à 2017.

A la demande du Gouvernement du Cameroun en date du 15 septembre 2015, la date de clôture du Projet prévue pour le 29 Mars 2019 a été étendue, par la lettre de la Banque Mondiale en date du 02 décembre 2015, jusqu'au 1^{er} décembre 2021 avec en perspective un crédit additionnel afin d'étendre la couverture géophysique aéroportée et le programme de géologie à l'ensemble du territoire.

Le projet comprend trois (3) composantes :

Composante A : Accès aux ressources minérales et gouvernance des opérations minières.

L'objectif de cette composante consiste à éliminer les principaux obstacles à la bonne gestion du secteur en insistant sur l'accès aux ressources, le suivi des opérations minières et les mécanismes de transparence et de responsabilisation. Elle porte sur une enveloppe d'USD 21,5 millions.

Composante B : Intégration de l'exploitation minière dans le développement local et régional

Cette composante vise principalement à améliorer l'intégration des activités d'exploration actuelles et d'exploitation futures dans le développement local et régional. Elle porte sur USD 5 millions.

Composante C : Gestion et Suivi-évaluation du Projet

Cette composante vise à soutenir : (i) la coordination du Projet, la gestion de la passation de marchés et la gestion financière et les décaissements ; (ii) le suivi et évaluation de l'exécution du projet, notamment l'établissement des rapports, la conduite des audits et l'évaluation des politiques de sauvegarde. Elle porte sur une enveloppe d'USD 3,5 millions.

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1. Principes et méthodes comptables de base

Les états financiers du Projet ont été établis suivant les principes fondamentaux et méthodes du Système Comptable OHADA applicables en République du Cameroun.

Les conventions comptables de base sont les suivantes :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

Les méthodes de base retenues pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité et leur présentation sont :

- le coût historique,
- la prudence,
- l'importance significative,
- la transparence,
- la correspondance du bilan d'ouverture avec le bilan de clôture.

2.2. Méthodes spécifiques

• Base de comptabilisation

Les dotations des bailleurs de fonds sont comptabilisées dès leur réception. Elles comprennent les fonds reçus et les paiements directs de l'IDA et les fonds reçus de l'Etat et les éventuelles prises en charge des retenues fiscales opérées le Projet sur les fournisseurs.

Les réalisations du Projet sont comptabilisées dès leur engagement, et sont évaluées suivant les règles et normes comptables en vigueur au Cameroun. Les dépenses sont comptabilisées dès lors qu'une facture éligible.

L'enregistrement des opérations est effectué sur la base d'une comptabilité d'engagement et suivant le principe de la partie double.

Les dépenses sont enregistrées suivant la nature de l'opération. Compte tenu de la spécificité des opérations du Projet, les charges sont transférées dans les comptes d'immobilisations incorporelles en fin d'exercice. Cette procédure permet de disposer en temps opportun de toutes les dépenses engagées pendant la période de la mise en œuvre du Projet.

Les immobilisations acquises par projet dans le cadre de son exécution ne sont pas amortissables, son objet n'étant pas la détermination de résultat à la fin d'une période. Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition (coût historique). Un inventaire physique est réalisé à la fin de chaque exercice.

- *Les Etats Financiers du Projet*

Les états financiers du Projet de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier (PRECASEM), reflètent les coûts totaux d'acquisition, des services et des réalisations sur la base des normes comptables internationales généralement admises pour la période allant du 1^{er} Janvier au 31 décembre 2017. Ils sont constitués de : le Tableau des Ressources et des Emplois, engagements, du Bilan, l'Etat de Justification du Compte Désigné, l'Etat des ECD et des RDD, ainsi que la situation du Crédit au 31 décembre 2017. Ils sont accompagnés des notes explicatives.

Le Tableau Emplois - Ressources présente les Emplois du Projet par composantes prévues dans le PAD et les Ressources selon l'origine du financement et en application des Directives du bailleur de fonds.

Le Bilan présente les actifs et les passifs selon la présentation normée du Système Comptable OHADA. Le calcul et la comptabilisation des amortissements des actifs corporels et incorporels n'ont pas été nécessaires, la notion comptable de résultat n'ayant aucune signification dans la gestion du Projet.

De manière plus spécifique, s'agissant des :

- *Charges immobilisées*

Le Projet utilise cette rubrique pour capitaliser les frais de fonctionnement. Il s'agit notamment des honoraires payés aux consultants, des achats de fournitures services et biens consommables, des frais d'entretien divers, frais de mission ateliers formations et séminaires, transport assurance et globalement tous les frais de fonctionnement.

- *Immobilisations incorporelles*

Cette rubrique enregistre les logiciels, qui font l'objet d'une immobilisation directe.

- *Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements n'ont pas été calculés, compte tenu du caractère spécifique du Projet qui n'a pas vocation à générer un résultat en fin de période. Cependant, le matériel inventorié comme vétuste peut être recyclé, mis au rebut, ou à la disposition de l'Agence principal ou de la tutelle. Dans cette rubrique, on retrouve les Installations & Agencements en cours, le matériel de transport, le matériel de bureau et bureautique, le matériel informatique, le mobilier de bureau et le matériel divers.

- *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières comprennent principalement les dépôts et cautionnements auprès de certains organismes (AES SONEL, CAMEROUNAISE DES EAUX, PTT).

- *Créances et emplois assimilés*

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale et demeurent au coût historique. On y trouve principalement : les avances accordées aux fournisseurs, les avances sur frais de missions non encore justifiées, les Demandes de Remboursement de Fonds (DRFs) émises et transmises au bailleur de fonds mais non encore payées enfin la contribution de l'Etat non libérée à la date de clôture.

- Fonds de dotation

En vertu des accords de financement N°Q7780 et N° 5024-CM, un retrait anticipé à hauteur d'USD 1 000 000 (dont USD 150 000 pour les activités de lancement du Projet et USD 850 000 pour les activités de mise en œuvre du Projet) a été autorisé par la Banque Mondiale à la demande de l'Etat du Cameroun.

- Subventions d'investissement

Les subventions reçues sont de quatre (04) ordres :

En vertu de l'Accord de Crédit, l'Etat octroi annuellement des fonds connu sous l'appellation de « Fonds de contrepartie » qui représentent sa contribution au projet et couvrent certaines dépenses inhérentes à la mise en œuvre du projet (activités d'accompagnement)

L'Etat du Cameroun est bénéficiaire des fonds du Crédit IDA 5024-CM qui sont destinés au Ministère en charge des Mines (MINMIDT) sous la forme de subvention. Des Demandes de Retrait de Fonds sur la base des dépenses réalisées à partir de l'avance initiale sont émises et adressées à l'IDA afin que le compte spécial fasse l'objet de reconstitution.

Les Autres contributions de l'Etat résultent de la politique du Fonds qui interdit que les fonds du prêt et du don soient utilisés pour le paiement d'impôts ou taxes. Ils font donc l'objet avec autorisation par le Ministère de l'Economie de leur inscription dans le budget de l'Etat, raison pour laquelle elles sont inscrites en autres contributions en termes d'exonérations d'impôts.

- Dettes

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale lorsque l'obligation du Projet est certaine autant sur sa valeur que sur la sortie future de ressources qu'elle entraînera à son extinction.

I.1. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE TABLEAU EMPLOIS – RESSOURCES

Le Projet a établi un Tableau Emplois – Ressources basé sur les engagements. Le paramétrage actuel du logiciel ne permet pas l'édition du Tableau Emplois-Ressources par catégorie des dépenses ou par composante prévues dans l'accord de Crédit. Nous commenterons les opérations (emplois) de l'exercice suivant les composantes ressortant des états analytiques.

Note 1. TRESORERIE A L'OUVERTURE (FCFA 440 263 561)

Il s'agit de la trésorerie de clôture au 31 décembre 2016. Elle a subi une variation négative de FCFA 28 558 025 par rapport à l'exercice 2015 et se décline comme suit :

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Compte Désigné Projet	9.1	335 489 183	412 789 560	-77 300 377
Compte Contrepartie CAA	9.2	85 678 561	4 217 140	81 461 421
Régie d'Avance Trésor	9.3	18 867 508	51 425 000	-32 557 492
Caisse Fonds de Contrepartie	9.4	228 309	399 887	-171 578
Total	9	440 263 561	468 831 587	-28 568 026

Note 2. RESSOURCES (FCFA 1 579 271 979)

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Financement IDA CREDIT DRFs	2.1	892 264 941	772 181 078	120 083 863
Financement IDA CREDIT DPD	2.2	627 007 038	892 906 642	-265 899 604
Contribution ETAT Cameroun	2.3	60 000 000	121 000 000	-61 000 000
Total	2	1 579 271 979	1 786 087 720	-206 815 741

2.1. Demandes de Remboursement de Fonds (DRF)

Au cours de la période, ce poste a enregistré les fonds alimentés au moyen de treize (13) DRFs allant de la DRF N° 54 à la DRF N°78 se répartissant ainsi qu'il suit :

Période	N° DRF	Montant décaissé
04 au 30 novembre 2015	54	45 450 332
01 au 31 décembre 2015	55	55 515 854
01 au 31 janvier 2017	55	125 589 980
01 février au 15 mars 2017	57	152 502 522
17 mars au 19 avril 2017	58	40 752 748
20 au 30 avril 2017	59	41 538 332
01 au 31 mai 2017	70	101 157 529
01 au 30 juin 2017	71	21 511 074
01 au 31 juillet 2017	72	58 213 808
01 au 31 août 2017	73	43 294 942
01 au 30 septembre 2017	74	55 559 715
01 au 31 octobre 2017	75	55 214 795
01 au 30 novembre 2017	78	84 733 100
TOTAL		892 254 941

2.2. **Demande de Paiement Direct (DPD)**

Au cours de l'année, deux (02) Demandes de Paiements Directs ont été soumises et payées.

N° DPD	Montant DPD en devise	Contrevaleur en FCFA
75	615 142.50 EUR	403 507 028
77	340 723.57 EUR	223 500 010
TOTAL	955 866.07 EUR	627 007 038

Il s'agit expressément du paiement des factures relatives au contrat de réalisation d'un programme de cartographie géologique et géochimique exécuté par le groupement BRGM/GTK/BEIG3.

Ces factures représentaient d'une part les 20% d'honoraires dus à la remise du rapport des phases de préparation et d'autre part le remboursement de l'achat des 15 véhicules prévus pour la campagne de terrain.

2.3. **Fonds de contrepartie**

La dotation de la Contrepartie Etat pour l'exercice 2017, engagée à hauteur de FCFA 120 000 000 au titre de l'exercice 2017, n'a été effectivement décaissée qu'à hauteur de FCFA 60 000 000 au mois d'août 2017. Soit un solde restant dû par le Trésor de FCFA 60 000 000 en fin d'exercice.

Note 3. **EMPLOIS (FCFA 3 370 535 319)**

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Accès aux ressources minérales & Gouvernance	3.1	2 848 677 745	145 096 749
Intégration, Exploitation minière & Dvpt Local	3.2	113 511 789	66 669 380
Gestion et Suivi évaluation du Projet	3.3	408 345 785	348 526 723
Total	3	3 370 535 319	560 292 852

3.1. **Composante A : Accès aux ressources minérales & Gestion des opérations extractives**

A.(1). Programme de cartographie géologique et géochimique et la mise en place d'un système d'information géologique et minière du Cameroun : L'activité est rendue à la production du rapport après 12 mois de réalisation, comportant l'état d'avancement du projet pour ses trois composantes thématiques que sont :

1. le Système d'Information Géographique et Minière (SIGM)
2. la Cartographie Géologique portant sur 13.5 feuilles de un degré carré ;
3. la cartographie géochimique comprenant un volet alluvionnaire et un volet sédiments de ruisseaux.

Le rapport de la phase préparatoire y compris la remise des maquettes et proposition de plan d'action à fait l'objet de paiement d'un montant équivalent à 20% des honoraires du contrat. Les frais engagés par le consultant pour le compte du projet ont également été présentés en remboursement notamment l'acquisition de 15 véhicules.

A la date de clôture, les factures relatives à la production du rapport après 12 mois d'activité ainsi que le paiement des rémunérations du personnel local et le loyer de la base restaient attendues.

- A.(2). Mise en place d'un cadastre minier informatisé moderne : Cette activité a donné lieu à paiement d'un montant équivalent à 40% des honoraires prévu dans le contrat et des frais remboursables. Cette mission a été marquée par l'opérationnalisation du cadastre minier informatisé et la poursuite de l'accompagnement de la sous-direction du cadastre minier par le consultant Spatial Dimension South Africa Pty/ GIMS Cameroon Limited.

Le site « Cameroun live » permet déjà aujourd'hui aux opérateurs, d'avoir accès à la carte de retombes minières et de pouvoir s'informer des espaces libres pour toute demande de permis. Le site « Cameroun Test » est un espace destiné à la formation et à la prise en main du système par le personnel du cadastre minier. La configuration du système a été entièrement examinée par le Consultant qui a également assisté à la configuration des Workflows pour faciliter la tâche de conversion de coordonnées soumises en forme libre à une forme conforme à la grille de 15 secondes.

Rénovation des locaux du MINMIDT : Cette activité comprend la rénovation des locaux abritant la Direction des Mines et la Direction de la Géologie et les Délégations Régionale du MINMIDT de l'Adamaoua et Départementale de la KADEY.

L'année a été marquée la production du Dossier de Consultation des Entreprises par le maître d'œuvre recruté à cet effet qui a ainsi achevé la phase 1 étude de son contrat. Au cours du quatrième trimestre 2017, le processus de sélection de l'entreprise chargée de procéder aux travaux a été lancé et le rapport d'évaluation a montré que toutes les propositions recevables étaient supérieures au budget prévisionnel de la mission.

Mise en œuvre des contrats des Experts Juristes intervenant dans l'actualisation du cadre réglementaire régissant l'activité minière au Cameroun : Les deux consultants ont au cours de l'année participé aux travaux menés en vue de procéder au toilettage du projet de décret d'application du code minier de décembre 2015.

Mais seul le contrat du consultant international a fait l'objet de facturation et donc de décaissement.

3.2. Composante B : Intégration, Exploitation minière & Développement Local et Régional

- B.(1). Conception et mise en œuvre d'un projet pilote en appui à l'organisation des artisans miniers dans l'Arrondissement d'Akom II, Région du Sud, et la localité de Woumbou dans l'Arrondissement de Ngoura, Région de l'Est : Cette mission d'une durée de 12 mois a débuté en 2015 et a connu un léger glissement dans le temps du fait de la démobilisation du consultant suite au retard dans le règlement de ses factures du fait d'avoir produit des références de compte bancaire erronées.

Elle est à ce jour achevée par la production du rapport final de la mission qui a été jugé recevable par le PRECASEM. Fort des résultats concrets et au regard du fait que l'appropriation des acquis de cette mission par les bénéficiaires étaient encore précaires, le PRECASEM s'est proposé au cours du dernier trimestre, de prolonger la mission par la conclusion d'un avenant.

- B.(4). Mise en œuvre du contrat de service de consultant chargé de faire des recommandations sur les enjeux de la participation de l'Etat dans les opérations minières et la création d'une Société Nationale des Mines au Cameroun : Le consultant a soumis au cours du quatrième trimestre 2017, le rapport définitif de la mission qui a fait l'objet d'amendement et d'une réunion de travail pour une bonne compréhension par toutes les parties prenantes.

A la date de clôture, la facture représentant le solde définitif du contrat restait attendue. A cet effet, il n'a été payé au cours de l'année que la portion de 25% des honoraires qui étaient dus à la présentation du rapport provisoire.

3.3. Composante C : Gestion et Suivi évaluation du Projet

Ce poste enregistre toutes les dépenses liées à l'activité de coordination du Projet : Frais de personnel et charges liées, équipements de bureau de la coordination, le fonctionnement de la commission et comité ad hoc, assurance, loyer, carburant, eau, électricité, gardiennage, frais de télécommunications...

Note 4. ENGAGEMENTS (FCFA 1 824 017 163)

Cette rubrique constate les engagements du projet au 31 décembre 2017. Ils portent sur :

4.1. Les Dettes d'exploitation (FCFA 20 315 578)

La dette d'exploitation en fin de période est constituée en grande partie de trois (03) factures

- (1). la facture relative à l'acquisition du matériel informatique et des logiciels spécialisés pour la mise en place d'un SIGM. La demande de visa préalable a fait l'objet de rejet au MINMAP pour non prise en compte des pénalités de retard imputable à l'entreprise INTEK Sarl.;
- (2). la facture relative à l'assurance maladie groupe du personnel de l'UC pour la période allant de novembre 2017 à novembre 2018 et déposée à l'UC en décembre 2017 ;
- (3). la facture relative au loyer de l'Unité de Coordination pour la période allant du 1er décembre 2017 au 30 novembre 2018 en cours de paiement à la date de clôture ;
- (4). le reste de la dette est constituée des factures relatives aux frais de fonctionnement de l'Unité de Coordination et ceux de la sous-direction du Cadastre Minier, pour le mois de décembre 2017 (eau, électricité, téléphone) ou encore le trimestre finissant au 31 décembre 2017 (connexion internet, maintenance des équipements...). On y trouve aussi le solde non payé des frais de mission et divers déplacements.

4.2. Fournisseurs, Factures Non Parvenues (FCFA 1 287 084 912)

A la date de clôture, un certain nombre d'activités avaient déjà été menées mais les factures restaient attendues des consultants. C'est le cas notamment de :

- (1). la mission des recommandations sur les enjeux de la participation de l'Etat dans les opérations minières et la création d'une Société Nationale des Mines au Cameroun dont la facture représentant l'acompte final (75% des honoraires) restait attendue ;
- (2). le Programme de cartographie géologique et géochimique et la mise en place d'un système d'information géologique et minière du Cameroun : les factures relatives à la production du rapport après 12 mois d'activité ainsi que le paiement des rémunérations du personnel local et le loyer de la base restaient attendues.

4.3. Les Dettes fiscales (FCFA 248 195 119)

La dette fiscale est essentiellement constituée de la TVA retenue à la source et non reversée aux impôts en raison de la dispense de paiement accordée par le Ministère des Finances au Projet.

Les retenues à la source de TVA, doivent être validées pour bénéficier de la dispense accordée au Projet sur leur paiement lorsqu'elles sont directement liées à la mise en œuvre du Projet. Ainsi elles font l'objet d'une demande de délivrance d'une attestation afin d'être prises en charge par le budget de l'Etat.

Les demandes de délivrance d'attestation de prise en charge introduites n'ont jusqu'alors pas connu de réponses de l'administration fiscale.

Tandis que les prélèvements d'impôts essentiellement de TSR et d'Acompte d'IR doivent faire l'objet d'un reversement sur les fonds du bailleur au service des impôts sous quinzaine après règlements afin qu'en s'accumulant leur antériorité ne vienne compliquer leur apurement subséquent.

Une analyse des prélèvements d'impôts par antériorité afin de procéder à leur règlement subséquent suivant la méthode d'apurement ci-dessus rappelée.

4.4. Les Avances et Acomptes versés aux fournisseurs (FCFA 261 309 236)

Outre la créance sur le SETYM International, suite à la réduction de la durée de formation en 2015 (une semaine au lieu de 2) en passation des marchés de M. Samson BOSSO alors que les frais avaient déjà été payés à l'institution, ce poste enregistre pour l'essentiel l'avance de démarrage payée sur le contrat relatif à la campagne de cartographie géologique et géophysique. On y trouve également le solde cumulé des quatre (04) TOMCARD des véhicules du projet.

4.5. Les Autres Créances (FCFA 6 199 129)

Ce poste est composé pour l'essentiel des charges liées à l'exercice 2018 et constatées d'avance notamment les assurances, les loyers ; pour une partie moins importante les avances pour frais de mission non encore justifiées.

I.2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE BILAN - ACTIF

Note 5. CHARGES IMMOBILISEES (FCFA 11 078 939 286)

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Achats Fournitures Diverses	5.1	238 940 392	183 832 113	55 108 279
Achats Services Extérieurs	5.2	849 618 737	637 680 630	211 938 107
Séminaires Ateliers Formations	5.3	947 297 318	834 531 383	112 765 935
Charges de Personnel	5.4	997 866 063	851 531 913	146 334 150
Consultants Externes	5.5	8 006 790 818	5 347 300 790	2 659 490 028
Missions et Déplacements	5.5	38 425 958	26 185 290	12 240 668
Total	5	11 078 939 286	7 881 062 119	3 197 877 167

5.1. Achats Fournitures Diverses

Ce poste a enregistré au cours de l'année les dépenses TTC des fournitures de bureau, consommables informatiques, produits d'entretien, achat de carburant, pièces détachées pour véhicules et autres matériels de bureau

5.2. Achats Services Extérieurs

Les services extérieurs sont pour l'essentiel les charges de loyers, assurance, maintenance (automobile, matériel, split, mobiliers..) les services de gardiennage, la reprographie des documents, les annonces et insertion, les consommations d'eau et électricité, téléphone et internet, les indemnités servis aux membres des commissions et comités, les frais bancaires...

5.3. Séminaires Ateliers Formations

Ce poste a enregistré au cours de l'année les charges liées à l'organisation des ateliers (relecture des textes d'application du Code Minier de décembre 2015 ; révision du MEP du PRECASEM en prélude au financement additionnel ; élaboration du PTBA ; atelier de restitution de l'étude sur les projet pilote...), les séminaires notamment celui de la formation des acteurs de la passation des marchés au PRECASEM ; les charges liées à la réalisation des plans de formation du MINMIDT et de l'Unité de Coordination, à la participation des acteurs du projet à divers conférences internationales et fora.

5.4. Charges de Personnel

Ce poste enregistre les honoraires des personnels clés de l'unité de coordination, les cadres et agents d'appui ainsi que les charges sociales (CNPS) y afférentes.

5.5. Consultants Externes

Au cours de l'année, ce poste a enregistré les charges toutes taxes comprises (honoraires et frais remboursables) des activités ci-après (1) Réalisation d'une campagne de cartographie géologique et géochimique et acquisition de 15 véhicules pour les travaux de terrains, rémunération des personnels locaux, loyer de la base du groupement (2) Supervision d'un programme de cartographie géologique et géochimique (3) Phase étude de la maîtrise d'œuvre complète des travaux de réhabilitation/construction (4) Conception et mise en place d'un système informatisé de cadastre minier au Cameroun (5) Conception et mise en œuvre d'un projet pilote en appui à l'artisanat minier (5) Mission de préparation de la visite de revue du Groupe de Travail chargé du suivi du Processus de Kimberley au Cameroun (7) Mission des recommandations sur les enjeux de la participation de l'Etat dans les opérations minières et la création d'une Société Nationale des Mines au Cameroun (8) Appui pour l'amélioration du cadre légal et règlementaire du secteur minier camerounais (9) Audit financier et comptables des comptes du projet pour l'exercice clos au 31 décembre 2015.

5.6. Missions et Déplacements

Ce poste a enregistré les frais de missions relatifs aux activités de coordination.

Note 6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (FCFA 172 657 407)

L'évolution de ce poste porte essentiellement sur l'acquisition d'une (01) licence ARCGIS 10.3 pour la mise en place d'un Système Informatisé de Cadastre Minier et de trois (03) licences ARCGIS 10.5 pour le Système d'Informations Géologiques et Minières.

Dans la mesure où la pratique en la matière, est de les imposer dès leur entrée sur le territoire, la dispense accordée au Projet sur le paiement des droits de douane devrait s'appliquer aux logiciels GEOSOFT fournis à l'occasion du contrat de « Supervision du survol additionnel de géophysique aéroportée des zones de Bamenda et de Maroua ». Ainsi ils seront pris en charge par le budget de l'Etat sous réserve qu'une attestation de prise en charge par le budget de l'Etat soit délivrée au Projet.

Cependant la réponse à la demande de délivrance d'une attestation de prise en charge des droits de douanes sur ces logiciels, acquis au titre des frais remboursables, demeure attendue.

Note 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (FCFA 536 552 232)

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Matériel de Bureau	7.1	40 270 331	32 078 939	8 191 392
Matériel Informatique	7.2	117 379 285	41 542 369	75 836 916
Splits et Climatisations		10203755	10203755	0
Matériel de Télécommunications	7.3	3 459 753	2 224 013	1 235 740
Mobilier de Bureau	7.4	45 931 412	41 725 536	4 205 876
Matériel Automobile		295 750 000	295 750 000	0
Autres Matériels Roulans		23 557 696	23 557 696	0
Total	7	536 552 232	447 082 308	89 469 924

7.1 Matériel de Bureau

Sur l'exercice, cette rubrique a enregistré des équipements divers de bureau acquis pour la sous-direction du Cadastre Minier et le Centre d'Informations Géologiques et Minières notamment une unité de distribution/alimentation APC, une quinzaine d'onduleurs, deux lecteurs à empreinte digitale, deux kit de maintenance et un pare feu.

7.2 Matériel informatique

Cette rubrique a comptabilisé du matériel informatique acquis pour la sous-direction du Cadastre Minier et le Centre d'Informations Géologiques et Minières notamment des serveurs, ordinateurs de bureau, console, baie de stockage, moniteurs, clavier à empreinte digitale, station de travail, des imprimantes, et des scanners.

7.3 Matériel de télécommunication

Un commutateur a été acquis au cours de l'année pour le Centre d'Informations Géologiques et Minières

7.4 Mobilier de Bureau

Ce poste a enregistré principalement un coffre-fort et une baie pour serveur acquis pour le Centre d'Informations Géologiques et Minières.

Note 8. CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES (FCFA 991 480 783)

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Fournisseurs Avances & Acomptes Versés	8.1	897 574 352	1 158 883 588	-261 309 236
Fournisseurs Débiteurs	8.2	29 098 444	27 813 123	1 285 321
Etat, Contribution à recevoir	8.3	60 000 000		60 000 000
Autres Débiteurs Divers	8.4	4 807 987	12 292 437	-7 484 450
Total	8	991 480 783	1 198 989 148	-207 508 365

8.1. Fournisseurs Avances & Acomptes Versés

Ce poste a enregistré pour l'essentiel l'avance de démarrage de l'activité de géologie

Code	Libellé	Exercice 2017	Exercice 2016
BANO	Hôtel BANO PALACE	80 000	80 000
BRGM	Groupement BRGM/GTK/BEIG3	888 885 378	1 151 125 590
HILT	HILTON Hôtel Yaoundé		330 924
ITNE	International de Transaction &	2 666 040	2 666 040
JPW	John P. Williams	286 000	
MTN	MTN Cameroon	65 506	65 506
MVOG	Ets Mvog Nkouna	342 500	342 500
SETY	SETYM International	2 230 253	2 230 253
TOTA	TOTAL Cameroun	3 018 675	2 042 775
TOTAL		897 574 352	1 158 883 588

L'essentiel de ce poste est constitué de l'avance de démarrage du contrat de réalisation d'une campagne de cartographie géologique et géochimique passé avec le BRGM. Des reprises sur avance ont été opérées au cours de l'année. L'avance consentie à Total Cameroun est relative à la recharge des quatre (04) TOMCARD des véhicules du projet.

L'avance à forte antériorité versée depuis 2014 au prestataire INTERNATIONAL DE TRANSACTION à hauteur de FCFA 3 millions sur la base d'une facture pro-forma n'ont pas connu de mouvement sur la période.

L'antériorité croissante de ces soldes en souffrance dans les livres du Projet requiert qu'une position définitive soit prise.

8.2. Fournisseurs Débiteurs

Ce poste est composé pour l'essentiel des charges liées à l'exercice 2017 constatées d'avance notamment la quote-part des primes d'assurance payées en 2015 mais se rattachant à l'exercice 2017 ainsi que le loyer annuel payé d'avance. Il se détaille ainsi qu'il suit :

Code	Libellé	Exercice 2017	Exercice 2016
NSIA	NSIA Assurances Cameroun	8 445 421	11 152 621
SAHA	SAHAM Assurance CMR	153 023	160 502
SCIM	Ste Civile Immobilière MARTEL	4 000 000	
TIVI	TICKY Victorine	16 500 000	16 500 000
TOTAL		29 098 444	27 813 123

8.3. Etat, Contribution à recevoir

Ce poste enregistre le solde de F CFA 60 000 000 restant dû au titre de la dotation de l'exercice 2017 qui n'a été réglée en partie.

8.4. Autres Débiteurs Divers

Code	Libellé	Exercice 2017	Exercice 2016
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)		8 263 583
ASSA	ASSAKO NDONG Roger Martin		300
BOBO	BOSSO BOSSO Samson		1 144 400
HELL	HELL Joseph Victor	1 217 485	1 217 485
MBEK	MBEBI EKANGA Cherry	114 669	114 669
MOUN	MOUNDI AMIDOU	872 153	
NGOU	NGOUNOUNO Ismaela Egem	1 512 000	1 512 000
PENA	PENAYE Joseph	872 153	
	Règlements à régulariser	219 527	40 000
TOTAL		4 807 987	12 292 437

Cette rubrique enregistre pour l'essentiel les avances pour frais de mission non encore justifiées à la date de clôture et un règlement à régulariser dû au dernier réapprovisionnement de la caisse dont les fonds ont été débités du compte banque au cours de l'exercice alors que la caisse a été effectivement approvisionnée en janvier 2018.

L'avance à forte antériorité versée depuis 2014 au prestataire INTERNATIONAL DE TRANSACTION à hauteur de FCFA 3 millions sur la base d'une facture pro-forma; de même que les avances de frais de mission en attente de justification de FCFA 2,8 millions à un membre du Comité de géologie et à un agent retraité de la Délégation Régionale de Mines du Centre n'ont pas connu de mouvement sur la période.

L'antériorité croissante de ces soldes en souffrance dans les livres du Projet requiert qu'une position définitive soit prise.

Note 9. TRESORERIE (FCFA 473 017 384)

La trésorerie du Projet est constituée des soldes en banque et en caisse.

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Compte Désigné Projet	9.1	414 352 319	335 489 183	78 863 136
Compte Contrepartie CAA	9.2	42 552 700	85 678 561	-43 125 861
Régie d'Avance Trésor	9.3	16 046 008	18 867 508	-2 821 500
Caisse Fonds de Contrepartie	9.4	66 357	228 309	-161 952
Total	9	473 017 384	440 263 561	32 753 823

9.1 Compte Désigné Projet

Le Compte Spécial est le compte de domiciliation des fonds du crédit IDA N°5024-CM, ouvert à la Standard Chartered Bank. Il reçoit les fonds IDA destinés au Projet débloqués à partir du compte du prêt ouvert dans les livres du IDA. Il est tenu en euros et géré par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA). Il s'est caractérisé sur la période par plusieurs approvisionnements avec l'acheminement de treize (13) de Demandes de Retrait de Fonds.

9.2 Compte Contrepartie CAA

Le Compte de Fonds de Contrepartie est un compte d'opérations ouvert à la Société Générale Cameroun approvisionné par les fonds représentant la contribution de l'Etat dans la mise en œuvre du projet. Ces fonds sont mouvementés suivant les Bons d'Engagement émis par le MINMIDT. Le compte est géré par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

9.3 Régie d'Avance Trésor

Le solde de ce compte représente le reliquat de la contribution de l'Etat au titre des exercices 2014 et 2015 versée dans le Compte du Régisseur et non encore affectés au financement des activités du Projet. Au regard du mécanisme de mobilisation et d'épuisement de ces fonds, ils s'apparentent à ceux relevant d'une régis d'avance qui devrait à défaut d'être rapatriés dans un compte ouvert à la CAA, être dûment justifiés.

9.4 Caisse Fonds de Contrepartie

Cette caisse reçoit les fonds en espèces suite aux approvisionnements par le biais du compte bancaire logeant les fonds de contrepartie. Elle est tenue au sein de l'UCP pour un montant plafonné à FCFA 500 000 et destinée prioritairement au paiement des dépenses urgentes (quittances d'eau et électricité, problèmes de plomberie et pannes d'électricité...)

I.3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE BILAN - PASSIF

Note 10. FONDS DE DOTATION (FCFA 500 000 000)

Les Fonds de dotation portent avances de trésorerie du bailleur. Elles se détaillent ainsi qu'il suit :

Libellé	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotation Initiale, PPF	10.1	75 000 000	75 000 000
Dotation Initiale, Crédit IDA N° 5024-CM	10.2	425 000 000	425 000 000
TOTAL	10	500 000 000	500 000 000

10.1. Dotation Initiale PPF

Il s'agit de l'avance initiale du « Project Preparation Facilities » dans le Compte Désigné destinée aux activités de lancement du Projet

10.2. Dotation Initiale Crédit IDA N° 5024-CM

Il s'agit de l'avance de trésorerie effectué au terme de la lettre de décaissement de la Banque de 28 juin 2012 destinée aux activités de mise en œuvre du Projet.

Note 11. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (FCFA 9 767 922 547)

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
PPF, Fonds reçus		220 543 375	220 543 375	0
Crédit IDA N° 5024-CM, Fonds reçus	11.1	4 850 653 673	3 958 388 732	892 264 941
IDA Paiements Directs	11.2	4 005 725 499	3 378 718 461	627 007 038
Contribution numéraire, Etat	11.3	631 000 000	571 000 000	60 000 000
Contribution attendue, Etat	11.3	60 000 000		60 000 000
Total	11	9 767 922 547	8 128 650 568	1 639 271 979

11.1. Crédit IDA N° 5024-CM, Fonds reçus

Il s'agit de subventions consécutives au paiement des treize (13) Demandes de Retraits de Fonds (DRFs) ci-après listées de l'exercice :

N° DRF	Montant décaissé
54	46 450 332
55	55 515 864
55	125 689 980
57	152 502 622
58	40 762 748
59	41 538 332
70	101 167 629
71	21 611 074
72	58 213 808
73	43 294 942
74	65 569 715
75	55 214 795
78	84 733 100
TOTAL	892 264 941

11.2. IDA, Paiements Directs

Il s'agit du paiement de deux (02) Demande de Paiement Direct soumises. Il s'agit expressément des factures relatives au contrat de réalisation d'un programme de cartographie géologique et géochimique exécuté par le groupement BRGM/GTK/BEIG3. Ces factures payaient d'une part les 20% d'honoraires dus à la remise du rapport des phases de préparation et d'autre part le remboursement de l'achat des 15 véhicules prévus pour la campagne de terrain.

N° DPD	Montant DPD en devise	Contrevaleur en FCFA
75	615 142.50 EUR	403 507 028
77	340 723.57 EUR	223 500 010
TOTAL	955 866.07 EUR	627 007 038

11.3. Contributions numéraire et attendue de l'Etat

L'augmentation de ce poste résulte du virement partiel par le Trésor Public de FCFA 60 000 000 relative à la dotation des Fonds de contrepartie qui se chiffre à FCFA 120 millions pour l'exercice 2017. Un solde de FCFA 60 000 000 restant dû en fin d'exercice.

Note 12. FOURNISSEURS DETTES D'EXPLOITATION (FCFA 1 433 089 406)

Libellés	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016	Variation
Fournisseurs Dettes en Compte	12.1	146 004 494	127 168 701	18 835 793
Fournisseurs, Factures Non Parvenues	12.2	1 287 084 912	1 094 434	1 285 990 478
Total	12	1 433 089 406	128 263 135	1 304 826 271

12.1. Fournisseurs, Dettes en Compte

La dette d'exploitation est constituée des factures de fournisseurs dont les prestations en fin de période étaient soit en cours de réception, soit encore en cours de paiement. L'essentiel de ce poste est constitué des factures INTEK (relative à la fourniture du matériel informatique et des logiciels spécialisés pour la mise en place d'in SIGM) ; NSIA (pour l'assurance maladie groupe en faveur du personnel de l'UC) et Ticky Victorine (pour le loyer annuel du bâtiment abritant l'UC). Ce poste se décline comme suit :

Code	Libellé	Exercice 2017	Exercice 2016
ACER	ETS ACERTECH	359 572	
BELG	BELGOCAM SARL	984 501	694 380
CDE	Camerounaise Des Eaux (CDE)	25 672	33 051
CREO	CREOLIINK Communications SARL	850 860	
ENEO	ENEO Cameroun	211 484	67 145
G4S	G4S Security Services	2 420 550	
INTA	INTERFACE SA		9 633 300
INTE	INTEK SARL	111 444 136	
MTN	MTN Cameroun	449 357	538 672
NSIA	NSIA Assurances Cameroun	8 331 257	10 005 904
OFFI	OFFICE SA		440 100
OSC	OMNIUM Services Cameroun	1 988 185	1 971 270
SOPE	Société de Presse et d'Édition (SOPECAM)	938 920	254 280
TIVI	TICKY Victorine	18 000 000	
WTA	Welcome Travel Agency		4 421 923
ARM	ARM/GEUS/ELL		47 362 378
BGSI	GRPMT BGSI/COUNCIL FOR GEOSCIE		19 003 273
SPDI	SPATIAL DIMENSION South Africa		7 234 301
STIN	STUDI International		25 508 724
TOTAL		146 004 494	127 168 701

12.2. Fournisseurs, Factures Non Parvenues

Le poste enregistre des montants correspondant à un certain nombre d'activités qui avaient déjà été menées à la date de clôture mais dont les factures restaient attendues des consultants. Il se décline ainsi :

Code	Libellé	Exercice 2017	Exercice 2016
BASE	Serge TONYE BAKOA	45 889 753	
BELG	BELGOCAM SARL		609 484
BRGM	GRPMT BRGM/GTK/BEIG3	1 240 710 209	
GHT	GROUPE HIGH TECH	484 950	484 950
Total		1 287 084 912	1 094 434

Note 13. ETAT & COLLECTIVITES PUBLIQUES (FCFA 1 555 799 182)

La dette fiscale est essentiellement constituée de la TVA retenue à la source et non reversée aux impôts en raison de la dispense accordée par le Ministère des Finances aux projets financés par les bailleurs de fonds internationaux en date du 30 mars et confirmée le 25 avril 2017.

Les retenues à la source de TVA, doivent être validées pour bénéficier de la dispense accordée au Projet sur leur paiement lorsqu'elles sont directement liées à la mise en œuvre du Projet. Ainsi elles font l'objet d'une demande de délivrance d'une attestation afin d'être prises en charge par le budget de l'Etat.

Les demandes de délivrance d'attestation de prise en charge introduites n'ont jusqu'alors pas connu de réponses de l'administration fiscale.

Tandis que les prélèvements d'impôts essentiellement de TSR et d'Acompte d'IR doivent faire l'objet d'un reversement sur les fonds du bailleur au service des impôts sous quinzaine après règlements afin qu'en s'accumulant leur antériorité ne vienne compliquer leur apurement subséquent.

Une analyse des prélèvements d'impôts par antériorité afin de procéder à leur règlement subséquent suivant la méthode d'apurement ci-dessus rappelée.

III. ANNEXES

ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNE

Prêt/Crédit/Don n° 5024-CM

RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE: N° 10004 00200 08021755979 - 39

DOMICILIATION: **STANDARD CHARTERED BANK CAMEROUN**
Yaoundé Cameroun

NUMERO D'ORDRE	DESCRIPTION	MONTANTS EN FCFA
1	Montant de l'Avance	500 000 000
2	Solde du Compte Désigné au 31/12/2017	424 064 657
3	Montant(s) réclamé(s) sur la (les) demande(s) précédemment adressée(s) qui n'a(ont) pas été remboursée(s) à la date du relevé bancaire: (DRF 79)	75 935 343
4	Montants des règlements non demandés en remboursement à la date du relevé bancaire	-
	Sous-total des demandes non remboursées	75 935 343
5	Montant total de l'Avance justifiée (2) + (3) + (4)	500 000 000

DATE _____

(Signature)

Guillaume S. Mananga

Réconciliation des fonds reçus et décaissés pour le Projet au 31 décembre 2017

N° DRF	Période	Remboursement sollicité (1)	Entrée en Compte Désigné (2)	Ecart (1)-(2)
54	04 au 30 novembre 2015	45 450 332	45 450 332	-
55	01 au 31 décembre 2015	55 515 854	55 515 854	-
55	01 au 31 janvier 2017	125 689 980	125 689 980	-
57	01 février au 15 mars 2017	152 502 522	152 502 522	-
58	17 mars au 19 avril 2017	40 752 748	40 752 748	-
59	20 au 30 avril 2017	41 538 332	41 538 332	-
70	01 au 31 mai 2017	101 157 529	101 157 529	-
71	01 au 30 juin 2017	21 511 074	21 511 074	-
72	01 au 31 juillet 2017	58 213 808	58 213 808	-
73	01 au 31 août 2017	43 294 942	43 294 942	-
74	01 au 30 septembre 2017	55 559 715	55 559 715	-
75	01 au 31 octobre 2017	55 214 795	55 214 795	-
78	01 au 30 novembre 2017	84 733 100	84 733 100	-
TOTAL		892 264 941,00	892 264 941,00	0,00

Liste des Etats Certifiés de Dépenses
--

N° de la Catégorie	N° de la Demande	Montant
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	54	45 450 332
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	55	55 515 854
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	55	125 689 980
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	57	152 502 522
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	58	40 752 748
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	59	41 538 332
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	70	101 157 529
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	71	21 511 074
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	72	58 213 808
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	73	43 294 942
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	74	55 559 715
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	75	55 214 795
(1) GOODS, WORKS, NON-CONSULTING SERVICES, CONSULTANTS SERVICES, TRAINING, WORKSHOPS AND OPERATING COSTS	78	84 733 100
TOTAL	13	892,264,941